

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut | AR770 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mylène Perrier, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 5 juin 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Fonds local d'investissement	31
Fonds local de solidarité	33
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	47
Analyse des charges	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil
Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES PAYS-D'EN-HAUT (la « Municipalité régionale de comté »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES PAYS-D'EN-HAUT au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité régionale de comté aurait dû procéder à la comptabilisation, au 31 décembre 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Municipalité régionale de comté, n'ayant pas finalisée l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité régionale de comté conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES PAYS-D'EN-HAUT inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité régionale de comté à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité régionale de comté ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité régionale de comté.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

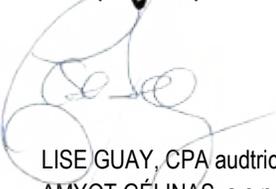
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité régionale de comté;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité régionale de comté à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité régionale de comté à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés


LISE GUAY, CPA audtrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Adèle, le 5 juin 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	14 382 338	14 382 338	12 700 934
Transferts	4	4 474 421	5 714 366	5 938 328
Services rendus	5	1 182 964	1 371 695	1 167 601
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7		29 750	
Revenus de placements de portefeuille	8	25 000	362 285	159 218
Autres revenus d'intérêts	9	39 000	64 246	59 215
Autres revenus	10		(58 532)	884 717
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 103 723	21 866 148	20 910 013
Charges				
Administration générale	14	3 475 425	3 531 778	3 044 649
Sécurité publique	15	61 542	62 321	57 357
Transport	16	1 106 522	783 792	762 682
Hygiène du milieu	17	9 404 227	9 901 681	7 869 408
Santé et bien-être	18	52 455	389 022	345 049
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 843 820	1 726 133	3 217 577
Loisirs et culture	20	4 377 751	5 652 959	3 921 999
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	604 289	933 625	556 465
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	20 926 031	22 981 311	19 775 186
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(822 308)	(1 115 163)	1 134 827
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		31 729 657	30 594 830
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		31 729 657	30 594 830
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		30 614 494	31 729 657

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 335 017	2 480 116
Débiteurs (note 5)	2	13 402 694	17 902 805
Prêts (note 6)	3	1 325 122	1 630 041
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	21 062 833	22 012 962
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 147 443	3 821 621
Revenus reportés (note 11)	12	2 293 673	1 643 150
Dette à long terme (note 12)	13	31 958 693	32 775 699
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	37 399 809	38 240 470
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(16 336 976)	(16 227 508)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	46 080 497	47 043 600
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	54 137	55 028
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	816 836	858 537
	23	46 951 470	47 957 165
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	30 614 494	31 729 657
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	30 614 494	31 729 657
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	30 614 494	31 729 657
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(822 308)	(1 115 163)	1 134 827
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	729 389)	4 550 645)
Produit de cession	3		1	2 000
Amortissement	4		1 591 090	1 056 709
(Gain) perte sur cession	5		101 401	22 370
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		963 103	(3 469 566)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		891	4 919
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		41 701	66 464
	13		42 592	71 383
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(822 308)	(109 468)	(2 263 356)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(16 227 508)	(13 964 152)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(16 227 508)	(13 964 152)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(16 336 976)	(16 227 508)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 115 163)	1 134 827
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 591 090	1 056 709
Autres			
▪ Pardons/moins value prêts	3.1	106 759	1 451 109
▪ Transfert radiation de dette	3.2		(1 266 615)
▪ Perte sur disposition immobilisation	3.3	101 402	
	4	684 088	2 376 030
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	4 500 111	7 167 880
Autres actifs financiers	6		129 350
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(674 178)	(2 651 782)
Revenus reportés	8	650 523	287 567
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	891	4 919
Autres actifs non financiers	12	41 701	66 464
	13	5 203 136	7 380 428
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(729 389)	(4 550 645)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	1	2 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(729 388)	(4 548 645)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(366 627)	(1 595 872)
Remboursement ou cession	20	564 788	418 029
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	198 161	(1 177 843)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	130 000	31 400 916
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 050 329)	(1 603 689)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(28 702 259)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	103 323	(428 926)
Autres			
▪	28.1	(2)	
	29	(817 008)	666 042
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	3 854 901	2 319 982
Solde déjà établi	31	2 480 116	160 134
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 480 116	160 134
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 335 017	2 480 116

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté des Pays-d'en-Haut est constituée par lettres patentes émises le 20 octobre 1982 en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. A-19.1).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité régionale de comté applique la méthode de comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les charges au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Municipalité régionale de comté, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité régionale de comté est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Passifs

Revenus reportés

Les subventions reçues du gouvernement sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Les contributions reportées représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à couvrir les charges de fonctionnement du prochain exercice.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité régionale de comté en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité régionale de comté comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Municipalité régionale de comté est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Infrastructures	20-40 ans
Bâtiments - Édifices administratifs et récréatifs	40 ans
Équipement informatique	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Véhicules	10 ans
Équipement - Matières résiduelles	12 à 15 ans
Autres équipements et outillage	5 à 20 ans
Améliorations locatives	4 ans

Le coût des immobilisations comprend également les frais financiers, tels que les intérêts sur emprunts temporaires et les frais d'intérêts sur emprunts permanents, jusqu'à leur date de mise en service.

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date de transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Les revenus de quotes-parts sont comptabilisés lorsqu'ils sont déterminés et adoptés par résolution.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :
 - financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais payés d'avance relatifs au terrain synthétique. Ce montant fait l'objet d'une affectation aux activités de fonctionnement aux fins fiscales;
 - prêts octroyés dans le cadre du FLI et FLS : au fur et à mesure du remboursement en capital des prêts concernés. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

l) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les prêts sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Municipalité régionale de comté évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Municipalité régionale de comté a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - Instruments financiers, SP 3041 - Placements de portefeuille, SP 2601 - Conversion des devises et SP 1201 - Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité régionale de comté, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

Adoption initiale - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Municipalité régionale de comté a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité régionale de comté comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité régionale de comté qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité régionale de comté doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité régionale de comté à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité régionale de comté.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 335 017	2 480 116
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	6 335 017	2 480 116
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	6 335 017	2 480 116
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 024 700	1 317 637
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		1 276 700

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	12 741 207	15 365 810
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	165 912	2 274 509
Organismes municipaux	13	168 735	64 823
Autres			
▪ Intérêts courus, commandites à recevoir, revenus vente pour taxes	14.1	326 840	197 663
	15	13 402 694	17 902 805
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	10 013 761	10 449 045
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	10 013 761	10 449 045
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	10 058 002	10 475 469
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	244 439	365 504
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	2 438 766	4 524 837
	27	12 741 207	15 365 810

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, est d'un montant de 13 071 953 \$.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêts aux entrepreneurs	30.1	1 325 122	1 630 041
	31	1 325 122	1 630 041
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	398 151	291 393

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

- Prêts octroyés dans le cadre du FLI régulier, d'un montant de 636 414 \$ (2022 - 636 446 \$), venant à échéance de 2024 à 2030, portant intérêt à des taux variant de 0,00 % à 7,00 % et remboursables par versements variables.
- Prêts octroyés dans le cadre de l'aide d'urgence aux PME (AUPME), d'un montant de 366 534 \$ (2022 - 793 839 \$), venant à échéance de 2024 à 2028, portant intérêt à un taux de 3,00 %, remboursables par versements variables.
- Prêts octroyés dans le cadre du Fonds local de solidarité (FLS), d'un montant de 322 174 \$ (2022 - 199 756 \$), venant à échéance de 2024 à 2030, portent intérêt à des taux variant de 6,00 % à 9,00 %, remboursables par versements variables.

7. Placements de portefeuille

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
	35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité régionale de comté bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 2 250 000 \$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement. Au 31 décembre 2023, le solde de cette marge était de 0 \$ (2022 - 0 \$) et le taux était de 7,2 %. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

La Municipalité régionale de comté a également contracté un emprunt temporaire d'un montant maximal cumulé de 37 000 000 \$, dans le cadre de son règlement d'emprunt 365-2018 pour la construction d'un centre sportif. Au 31 décembre 2023, le solde de cet emprunt était de 0 \$ (2022 - 0 \$) et le taux était de 7,2 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	2 081 690	1 062 079
Salaires et avantages sociaux	42	535 040	479 784
Dépôts et retenues de garantie	43	249 203	1 993 138
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	45.1	275 344	279 410
▪ Organismes municipaux	45.2	486	2 271
▪ Autres courus et passifs	45.3	5 680	4 939
	46	3 147 443	3 821 621

Note

La valeur comptable des crédoiteurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer, et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 2 724 304 \$.

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48	18 971	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49	1 127 294	18 531
Accès entreprise Québec	50	93 800	124 715
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Subvention EDC- Ministère culture	52.1	417 346	421 711
▪ Subvention reportée MADA- PIRLL- AUTRES	52.2	64 774	129 885
▪ Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC)	52.3	8 756	36 431
▪ SHQ (PAD et PRR)	52.4	88 112	71 708
▪ Signature innovation (FRR volet 3)	52.5	1 351	380 806
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55	188 534	153 374
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Services rendus futurs	60.1	284 735	305 989
	61	2 293 673	1 643 150

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	4,05	2024	2027	62	29 806 000	30 838 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		4,00	2029	2030	66	2 440 448	2 310 448
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	1,50	8,00	2025	2026	69	40 390	58 319
					70	32 286 838	33 207 167
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(328 145)	(431 468)
					72	31 958 693	32 775 699

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		1 797 000		18 588	1 815 588
2025	74		922 000		18 234	940 234
2026	75		2 425 000		355 196	2 780 196
2027	76		24 662 000		167 930	24 829 930
2028	77				167 930	167 930
2029 et plus	78				1 752 960	1 752 960
	79		29 806 000		2 480 838	32 286 838
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	()	()
	81		29 806 000		2 480 838	32 286 838

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	202 592
Régimes de retraite des élus municipaux	89	13 414
	90	216 006
		182 409
		22 305
		204 714

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

La Municipalité régionale de comté n'ayant pas finalisé l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104				
Autres					
▪ Autres infras	105.1	6 723 882	62 171		6 786 053
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	38 342 324	82 298	146 992	38 277 630
Améliorations locatives	108	58 887	9 044		67 931
Véhicules	109	102 218			102 218
Ameublement et équipement de bureau	110	727 736	109 811		837 547
Machinerie, outillage et équipement divers	111	4 024 926	25 660		4 050 586
Terrains	112	499 278	402 593	18 936	882 935
Autres	113				
	114	50 479 251	691 577	165 928	51 004 900
Immobilisations en cours	115		37 812		37 812
	116	50 479 251	729 389	165 928	51 042 712
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119				
Autres					
▪ Autres infras	120.1	510 712	175 052		685 764
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 123 455	958 418	64 526	2 017 347
Améliorations locatives	123	8 715	13 285		22 000
Véhicules	124	16 541	10 222		26 763
Ameublement et équipement de bureau	125	307 510	102 520		410 030
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 468 718	331 593		1 800 311
Autres	127				
	128	3 435 651	1 591 090	64 526	4 962 215
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	47 043 600			46 080 497
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Autres infras	144.1	23 736	8 787
▪ Terrain synthétique	144.2	793 100	849 750
Autres			
▪	145.1		
	146	816 836	858 537

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

19. Obligations contractuelles

La Municipalité régionale de comté a accordé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la fourniture de biens et services sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. Le solde au 31 décembre 2023 des engagements suivants ces contrats et ententes s'établit à 20 171 622 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2024	-	9 662 780 \$
2025	-	3 715 142 \$
2026	-	2 856 486 \$
2027	-	2 213 534 \$
2028	-	1 723 680 \$

Les engagements à l'égard des activités d'investissement sont pour la construction des nouveaux bureaux administratifs, la finalisation du contrat de construction du centre sportif en vertu du règlement d'emprunt 365-2018 ainsi que des travaux de restauration du patrimoine pour la Gare de Mont-Rolland. Le solde au 31 décembre 2023 de ces engagements est de 13 566 007 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2024	-	536 507 \$
2025	-	2 070 400 \$
2026	-	5 000 000 \$
2027	-	5 959 100 \$

20. Droits contractuels

La Municipalité régionale de comté a signé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la location d'immeubles sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. La Municipalité régionale de comté a également conclu une entente de subventions pour la restauration de la Gare de Mont-Rolland. Le solde au 31 décembre 2023 de ces droits contractuels est de 2 538 081 \$. Les montants de ces contrats, ententes et subventions sont répartis comme suit sur les prochains exercices financiers :

2024	-	752 223 \$
2025	-	871 097 \$
2026	-	644 153 \$
2027	-	270 608 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪ Parc linéaire Le P'tit train du Nord	147.1	16 667	16 667
	148	16 667	16 667
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151	16 667	16 667

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Municipalité régionale de comté a cautionné un sixième (1/6) du montant total de la marge de crédit du Parc linéaire Le P'tit Train du Nord, soit une somme maximale de 16 667 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

En date des états financiers, une poursuite d'un montant de 379 000 \$ et une autre d'un montant non encore établie ont été intentées contre la Municipalité régionale de comté. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Municipalité régionale de comté pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les prévisions budgétaires adoptées par la Municipalité régionale de comté.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité régionale de comté est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité régionale de comté sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, et aux prêts.

L'exposition maximale de la Municipalité régionale de comté au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes à la consommation, est réduit puisque la Municipalité régionale de comté évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité régionale de comté ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité régionale de comté croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes à la consommation et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	- \$	- \$
En souffrance		
moins de 3 mois	420 133 \$	58 219 \$
de 3 à 6 mois	- \$	- \$
de 7 à 12 mois	- \$	- \$
plus de 12 mois	75 442 \$	204 267 \$
	495 575 \$	262 486 \$
Moins la provision pour créances douteuses	- \$	- \$
	<u>495 575 \$</u>	<u>262 486 \$</u>

La Municipalité régionale de comté est d'avis qu'aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité régionale de comté estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées en raison du nombre considérable d'emprunteurs.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées aux pages S20 et S21.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité régionale de comté éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité régionale de comté gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité régionale de comté établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 724 304 \$	- \$	- \$	- \$	2 724 304 \$
Dette à long terme	1 815 588 \$	3 720 430 \$	24 997 860 \$	1 752 960 \$	32 286 838 \$
	<u>4 539 892 \$</u>	<u>3 720 430 \$</u>	<u>24 997 860 \$</u>	<u>1 752 960 \$</u>	<u>35 011 142 \$</u>

31 décembre 2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 450 126 \$	- \$	- \$	- \$	3 450 126 \$
Dette à long terme	1 426 748 \$	2 219 021 \$	3 917 068 \$	25 644 330 \$	33 207 167 \$
	<u>4 876 874 \$</u>	<u>2 219 021 \$</u>	<u>3 917 068 \$</u>	<u>25 644 330 \$</u>	<u>36 657 293 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité régionale de comté est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité régionale de comté à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts et la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Municipalité régionale de comté comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité régionale de comté prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2023 d'un montant de 63 350 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	14 382 338	14 382 338		14 382 338	12 270 931
Transferts	4	4 474 421	5 698 492		5 698 492	5 938 328
Services rendus	5	1 182 964	1 371 695		1 371 695	1 167 601
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7		29 750		29 750	
Revenus de placements de portefeuille	8	25 000	362 285		362 285	159 218
Autres revenus d'intérêts	9	39 000	64 246		64 246	59 215
Autres revenus	10		(58 532)		(58 532)	568 667
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	20 103 723	21 850 274		21 850 274	20 163 960
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					430 003
Transferts	15		15 874		15 874	
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					316 050
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		15 874		15 874	746 053
	22	20 103 723	21 866 148		21 866 148	20 910 013
Charges						
Administration générale	23	3 475 425	3 494 335	37 443	3 531 778	3 044 649
Sécurité publique	24	61 542	62 258	63	62 321	57 357
Transport	25	1 106 522	783 792		783 792	762 682
Hygiène du milieu	26	9 404 227	9 615 917	285 764	9 901 681	7 869 408
Santé et bien-être	27	52 455	389 022		389 022	345 049
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 843 820	1 712 049	14 084	1 726 133	3 217 577
Loisirs et culture	29	4 377 751	4 399 223	1 253 736	5 652 959	3 921 999
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	604 289	933 625		933 625	556 465
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 591 090	(1 591 090)		
	34	20 926 031	22 981 311		22 981 311	19 775 186
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(822 308)	(1 115 163)		(1 115 163)	1 134 827

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(822 308)	(1 115 163)	1 134 827
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(15 874)	(746 053)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(822 308)	(1 131 037)	388 774
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 591 090	1 056 709
Produit de cession	5		1	2 000
(Gain) perte sur cession	6		101 401	22 370
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 692 492	1 081 079
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			129 350
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			129 350
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	406 800	564 788	418 029
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		106 759	1 428 739
	15	406 800	671 547	1 846 768
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		130 000	1 829 407
Remboursement de la dette à long terme	17 (	749 736)	(622 217)	(1 593 606)
	18	(749 736)	(492 217)	235 801
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	75 000)	(69 693)	(112 821)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 704 059	1 680 879	769 882
Réserves financières et fonds réservés	22	(520 465)	(1 048 580)	(2 052 383)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	56 650	35 396	43 940
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 165 244	598 002	(1 351 382)
	26	822 308	2 469 824	1 941 616
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 338 787	2 330 390

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	15 874	746 053
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	476 435)(	45 672)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 ())
Hygiène du milieu	5 (	14 907)(	26 649)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	14 139)(	7 971)
Loisirs et culture	8 (	223 908)(	4 470 353)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	729 389)(	4 550 645)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	366 627)(	1 595 872)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		17 490 745
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	69 693	112 821
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	443 090	15 000
Réserves financières et fonds réservés	18	412 924	1 602 344
	19	925 707	1 730 165
	20	(170 309)	13 074 393
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(154 435)	13 820 446

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	190 061	179 278	178 077
Autre	2	3 137 565	3 001 982	2 612 678
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	51 676	46 145	43 860
Autres	4	727 746	646 353	571 931
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5	246 585	147 862	98 360
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	13 276 958	13 333 711	10 634 862
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	417 252	621 386	340 405
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	187 037	312 239	216 060
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16	2 396 066	2 501 261	1 963 303
Autres				
Transferts	17	250 085	482 750	1 761 714
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 591 090	1 056 709
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ CRÉANCES DOUTEUSES	21.1	45 000	117 254	162 125
▪ AUTRES	21.2			135 102
	22	20 926 031	22 981 311	19 775 186

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	65 618	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	44 818	42 707
Autres revenus	3		1 266 615
	4	110 436	1 309 322
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		1 266 615
Variation de la provision pour moins-value	6	82 757	164 999
Autres créances douteuses	7		
	8	82 757	1 431 614
Autres charges	9		
	10	82 757	1 431 614
Excédent (déficit) de l'exercice	11	27 679	(122 292)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 244 563	789 547
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	1 361 410	1 705 990
Provision pour moins-value	16	(358 463)	(275 706)
	17	1 002 947	1 430 284
	18	2 247 510	2 219 831
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dettes à long terme	21	2 295 448	2 295 448
	22	2 295 448	2 295 448
Solde du Fonds local d'investissement	23	(47 938)	(75 617)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	1 244 563	789 547
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	1 244 563	789 547

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts octroyés dans le cadre du FLI régulier, d'un montant de 636 414 \$ (2022 - 636 446 \$), venant à échéance de 2023 à 2030, portant intérêt à des taux variant de 0,00 % à 7,00 % et remboursables par versements variables. De plus, les prêts octroyés sont présentés nets d'une provision pour pertes éventuelles de 71 854 \$ (2022 - 18 480 \$). Par ailleurs, une somme représentant 0 \$ des prêts irrécouvrables a été radiée en 2023 (2022 - 0 \$).

Prêts octroyés dans le cadre de l'aide d'urgence aux PME (AUPME), d'un montant de 366 534 \$ (2022 - 793 838 \$), venant à échéance de 2024 à 2028. Ces prêts sont présentés nets d'une provision pour pertes éventuelles de 286 609 \$ (2022 - 257 226 \$) portant intérêt à un taux de 3,00 %, remboursables par versements variables. Par ailleurs, une somme représentant 0 \$ des prêts irrécouvrables a été radiée en 2023 (2022 - 0 \$) et un montant de 0 \$ en 2023 (2022 - 1 266 615 \$) a été radié à titre de pardon de prêts.

Note sur la dette à long terme

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La dette à long terme est constituée de deux prêts, sans intérêt, octroyés par le ministère de l'Économie et de l'innovation (MEI) à la Municipalité régionale de comté. Un premier montant de 855 418 \$ (2022 - 855 418 \$) octroyé dans le cadre du FLI régulier est remboursable par un premier versement en juin 2026 qui sera égal au montant disponible pour consentir des prêts admissibles au 31 décembre 2025, suivi de cinq versements annuels et consécutifs le 1er juin de chaque année, et ce, à compter du 1er juin 2027 et un versement final le 1er juin 2032 selon l'évaluation de portefeuille du Fonds local d'investissement au 31 décembre 2031, jusqu'à concurrence du solde du prêt. Un deuxième montant de 1 440 030 \$ (2022 - 1 440 030 \$), octroyé dans le cadre de l'aide d'urgence aux PME, est remboursable en un seul versement en 2030. Dans ce cas, la portion attribuable aux pardons de prêts n'aura pas à être remboursée.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	2 592	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	19 428	16 507
Autres revenus	3		
	4	22 020	16 507
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	24 002	(2 874)
Autres créances douteuses	7		
	8	24 002	(2 874)
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	600
Autres charges	10		
	11	24 602	(2 274)
Excédent (déficit) de l'exercice	12	(2 582)	18 781
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	71 915	66 915
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	361 862	215 442
Provision pour moins-value	17	(39 688)	(15 686)
	18	322 174	199 756
	19	394 089	266 671
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	145 000	15 000
	23	145 000	15 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	249 089	251 671
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	249 089	251 671
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	71 915	66 915
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	71 915	66 915

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts octroyés dans le cadre du Fonds local de solidarité représentent une somme de 322 174 \$ (2022 - 199 756 \$). De plus, les prêts octroyés sont présentés nets d'une provision pour pertes éventuelles de 39 688 \$ (2022 - 15 686 \$). Ces prêts, échéant de 2024 à 2030, portent intérêt à des taux variant de 6,00 % à 9,00 %.

Note sur la dette à long terme

Dette à crédit variable au Fonds locaux de solidarité FTQ, pour un montant maximal de 750 000 \$ dont 145 000 \$ sont utilisés au 31 décembre 2023 (2022 - 15 000 \$) portant intérêt à un taux de 4,00 % (pour la tranche de déboursé 1 à 250 000 \$), sans modalités prévues de remboursement.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	24 750	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3	24 750	
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪ Pérennisation des sentiers	8.1	24 750	
	9	24 750	
	10	24 750	
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	188 534	153 374
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Provision pour créances douteuses	15	()	()
	16		
Autres	17		
	18	188 534	153 374
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	188 534	153 374
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	188 534	153 374
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	832 695	610 298
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 595 736	2 639 570
Réserves financières et fonds réservés	3	1 836 166	1 164 261
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 686 789)(	1 267 854)
Financement des investissements en cours	5	346 798	501 232
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	27 689 888	28 082 150
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	30 614 494	31 729 657
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	832 695	610 298
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	832 695	610 298
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fond investissement centre sportif	12.1	111 916	45 000
▪ Provision plan GMR	12.2	171 363	188 526
▪ Frais de gestion AUPME	12.3	107 755	138 887
▪ Futur siège social MRC	12.4	159 133	593 036
▪ Affectation budget 2023	12.5		1 637 871
▪ Élections 2025	12.6		36 250
▪ Affectation budget 2024	12.7	1 045 569	
	13	1 595 736	2 639 570
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 595 736	2 639 570

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ RÉSERVE INFRA PARCS	17.1	334 918	302 509
▪ RÉSERVE CENTRE SPORTIF	17.2	100 000	
	18	434 918	302 509
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	5 290	5 290
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	1 244 563	789 547
Fonds local de solidarité	28	71 915	66 915
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	79 480	
Autres			
▪	30.1		
	31	1 401 248	861 752
	32	1 836 166	1 164 261

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	2 440 448)(
Autres		2 310 448)
Terrain synthétique et centre sportif	56.1 (	1 141 835)(
oeuvre d'art centre sportif	56.2 (	222 727)(
	57 (	3 805 010)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	793 100
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	1 325 121
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	1 630 040
Autres	62.1	
▪	63	2 118 221
	64 (	1 686 789)(
		2 479 790
		1 267 854)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 353 299	501 232
Investissements à financer	66 (6 501)()	
	67 346 798	501 232
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 46 080 497	47 043 600
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70 1 325 122	1 630 041
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 47 405 619	48 673 641
Ajustements aux éléments d'actif	74 (1 325 120)	(1 630 041)
	75 46 080 499	47 043 600
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (31 958 693)(	32 775 699)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (328 145)(	431 468)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 10 375 952	10 804 065
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 3 520 275	3 441 655
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (18 390 611)(	18 961 447)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ( ) (	3)
	83 (18 390 611)(	18 961 450)
	84 27 689 888	28 082 150

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

Les employés réguliers de la Municipalité régionale de comté cotisent à un REER collectif à un taux minimal de 7,5 % jusqu'à 8.25% de leur salaire brut régulier. La part de la Municipalité régionale de comté équivalente est imputée aux charges au même rythme que la charge de salaire.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	202 592
Autres régimes	115	182 409
	116	202 592
		182 409

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	4
		6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	6 469	6 619
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	13 414	22 305
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	13 414	22 305
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54		231 926	105 721
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	615 000	315 987	425 928
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69	360 000	493 398	
Autres	70	13 340	13 089	44 244
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76	25 000	41 441	21 459
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			66 763
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79	359 751	704 231	1 587 525
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	92 853	362 135	293 870
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83	132 777	114 215	54 864
Réseau d'électricité				
	84			
	85	1 598 721	2 276 422	2 600 374

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	15 874	
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	15 874	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128	162 002	162 001	158 886
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	1 924 814	2 268 664	2 149 016
Fonds de développement des territoires	130		1 985	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133	746 010	955 946	988 470
Autres	134	42 874	33 474	41 582
	135	2 875 700	3 422 070	3 337 954
TOTAL DES TRANSFERTS	136	4 474 421	5 714 366	5 938 328

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138	29 100	57 605	37 948
Autres	139	77 957	176 098	113 768
	140	107 057	233 703	151 716
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142		1 543	
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145		1 543	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160	29 695	37 267	54 474
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	29 695	37 267	54 474

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168		1 894	11 989
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170	2 000	6 407	3 465
Autres	171			
	172	2 000	8 301	15 454
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	941 082	910 948	793 314
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	941 082	910 948	793 314
Réseau d'électricité	177			
	178	1 079 834	1 191 762	1 014 958

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180	30 000	30 000	
Autres	181			
	182	30 000	30 000	
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	200			
Matières recyclables	201			
Autres	202			
	203	23 130	11 851	9 390
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	23 130	11 851	9 390

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210	50 000	138 082	118 503
	211	50 000	138 082	118 503
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217			24 750
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220			24 750
Réseau d'électricité	221			
	222	103 130	179 933	152 643
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 182 964	1 371 695	1 167 601

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224			
Droits de mutation immobilière	225			
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229		29 750	
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230	25 000	362 285	159 218
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	39 000	64 246	59 215
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(101 401)	(22 370)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			591 037
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			1 020
Autres contributions	239			315 030
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		42 869	
	242		(58 532)	884 717
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	357 052	345 375		328 627
Greffe et application de la loi	2	40 000			768
Gestion financière et administrative	3	1 060 847	1 152 918	36 978	945 163
Évaluation	4	1 826 610	1 822 114	465	1 634 873
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Divers	6.1	190 916	173 928		135 218
	7	3 475 425	3 494 335	37 443	3 044 649
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8				
Sécurité incendie	9	61 542	62 258	63	57 357
Sécurité civile	10				
Autres	11				
	12	61 542	62 258	63	57 357
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13				
Enlèvement de la neige	14				
Éclairage des rues	15				
Circulation et stationnement	16				
Transport collectif					
Transport en commun	17	1 106 522	783 792		762 682
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	1 106 522	783 792	783 792	762 682

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22				
Réseau de distribution de l'eau potable	23				
Traitement des eaux usées	24				
Réseaux d'égout	25				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	1 956 180	1 828 988	1 828 988	1 426 904
Élimination	27	1 033 294	1 052 264	1 052 264	926 031
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	2 082 020	2 095 526	2 095 526	1 655 651
Tri et conditionnement	29	132 490	590 482	590 482	159 053
Matières organiques					
Collecte et transport	30	1 829 112	1 828 266	1 828 266	1 338 708
Traitement	31	469 213	431 175	431 175	428 453
Matériaux secs	32	217 815	255 386	255 386	156 741
Autres	33				
Plan de gestion	34				
Autres	35	1 534 271	1 402 866	285 764	1 664 566
Cours d'eau	36	149 832	130 964	130 964	113 301
Protection de l'environnement	37				
Autres	38				
	39	9 404 227	9 615 917	285 764	9 901 681
					7 869 408
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40		76 286		76 286
Sécurité du revenu	41				38 274
Autres	42	52 455	312 736		312 736
	43	52 455	389 022		389 022
					306 775
					345 049

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	373 153	524 876	2 424	527 300	462 990
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48	155 050	103 711		103 711	271 251
Autres	49	1 315 617	1 083 462	11 660	1 095 122	2 483 336
Autres	50					
	51	1 843 820	1 712 049	14 084	1 726 133	3 217 577
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52					
Patinoires intérieures et extérieures	53	1 345 448	1 225 668	556 953	1 782 621	1 139 093
Piscines, plages et ports de plaisance	54	1 345 448	1 225 668	556 953	1 782 621	1 139 093
Parcs et terrains de jeux	55	77 496	74 397		74 397	86 491
Parcs régionaux	56	1 137 864	1 426 895	139 054	1 565 949	1 149 871
Expositions et foires	57					
Autres	58					
	59	3 906 256	3 952 628	1 252 960	5 205 588	3 514 548
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	471 495	446 595	776	447 371	407 451
	65	471 495	446 595	776	447 371	407 451
	66	4 377 751	4 399 223	1 253 736	5 652 959	3 921 999

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dette à long terme					
	Intérêts	68	602 561	830 301	830 301	470 451
	Autres frais	69	1 728	103 324	103 324	86 014
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	70				
	Autres	71				
		72	604 289	933 625	933 625	556 465
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		1 591 090 (	1 591 090)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		3 387 850
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	62 171	23 495
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 812	1 506
Édifices communautaires et récréatifs	14	82 298	32 292
Améliorations locatives	15	9 044	47 224
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		45 068
Ameublement et équipement de bureau	18	109 811	313 712
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 660	699 498
Terrains	20	402 593	
Autres	21		
	22	729 389	4 550 645

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	62 171	3 411 345
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	667 218	1 139 300
	12	729 389	4 550 645

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 696 235		368 487	17 327 748
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 396 419		253 729	2 142 690
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	20 092 654		622 216	19 470 438
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 449 045		435 284	10 013 761
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	10 449 045		435 284	10 013 761
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	355 020		(7 171)	362 191
	15	10 804 065		428 113	10 375 952
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	2 310 448	130 000		2 440 448
Autres	17				
	18	13 114 513	130 000	428 113	12 816 400
	19	33 207 167	130 000	1 050 329	32 286 838
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	33 207 167	130 000	1 050 329	32 286 838

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	32 286 838
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 501
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	10 013 761
Autres montants	9	2 802 639
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	353 298
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	19 123 641
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	19 123 641
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	19 123 641
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	19 123 641
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
77011	Ville d'Estérel	1.1	111 549
77050	Municipalité de Morin-Heights	1.2	2 099 969
77055	Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	1.3	79 400
77060	Municipalité de Wentworth-Nord	1.4	105 221
77065	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	1.5	1 535 980
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1.6	1 354 463
77022	Ville de Sainte-Adèle	1.7	5 689 241
77030	Municipalité de Piedmont	1.8	1 393 898
77035	Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	1.9	1 544 956
77043	Ville de Saint-Sauveur	1.10	5 208 964
		2	19 123 641

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1	4 020	51 822
Charges sociales	2	8 842	12 584
Biens et services	3	716 527	4 149 687
Frais de financement	4		336 552
Autres	5		
	6	729 389	4 550 645

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
77011	Ville d'Estérel	1.1	226 429
77050	Municipalité de Morin-Heights	1.2	1 131 467
77055	Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	1.3	131 188
77035	Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	1.4	856 558
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1.5	970 726
77022	Ville de Sainte-Adèle	1.6	2 900 596
77030	Municipalité de Piedmont	1.7	840 197
77060	Municipalité de Wentworth-Nord	1.8	887 227
77065	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	1.9	1 428 451
77043	Ville de Saint-Sauveur	1.10	2 810 503
		2	12 183 342
Certaines municipalités			
77011	Ville d'Estérel	3.1	10 623
77012	Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3.2	168 583
77022	Ville de Sainte-Adèle	3.3	659 811
77030	Municipalité de Piedmont	3.4	170 757
77035	Paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	3.5	192 398
77043	Ville de Saint-Sauveur	3.6	565 534
77050	Municipalité de Morin-Heights	3.7	235 137
77055	Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	3.8	7 411
77065	Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	3.9	188 742
		4	2 198 996
		5	14 382 338

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	1 757 510	1 757 510	1 609 182
Autres	3	1 261 033	1 261 033	1 127 195
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	54 542	54 542	51 688
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11	461 522	461 522	372 191
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17	6 468 909	6 468 909	5 650 875
Matières recyclables	18			
Autres	19			
Cours d'eau	20	131 832	131 832	106 140
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25	229 753	229 753	242 132
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27	779 854	779 854	737 488
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29	3 079 565	3 079 565	2 206 885
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31	157 818	157 818	167 155
	32	14 382 338	14 382 338	12 270 931

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,57	32,50	16 211,00	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	31,65	32,50	82 138,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	1,00	35,00	1 795,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	42,22		100 144,00	*****	*****	*****
Élus	9	11,00			268 154	36 442	304 596
	10	53,22			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	315 987				315 987
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	5 382 505	15 874			5 398 379
	7	5 698 492	15 874			5 714 366

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	951	2 023
	4	951	2 023
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	28 627	34 559
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	28 627	34 559
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	600	600
Autres	34		
	35	600	600
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	903 447	519 283
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	903 447	519 283
Réseau d'électricité			
	40		
	41	933 625	556 465

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
André Genest	1.1 Préfet	81 829	18 207		
Tim Watchorn	1.2 Préfet suppléant	18 454	3 466	29 481	14 741
Jacques Gariépy	1.3 Maire	14 555		75 669	18 207
Claude Charbonneau	1.4 Maire	12 787		51 290	18 207
Martin Nadon	1.5 Maire	13 535		46 584	18 207
Frank Pappas	1.6 Maire	13 489	695	35 067	17 512
Corina Lupu	1.7 Maire	13 510	6 755	19 377	9 688
Michèle Lalonde	1.8 Maire	15 470		70 934	18 207
Gilles Boucher	1.9 Maire	12 319		48 457	18 207
Catherine Hamé	1.10 Maire	14 137	4 824	26 765	13 383
Danielle Desjardins	1.11 Maire	12 436	5 563	27 579	12 644

Note

Les maires sont des conseillers de MRC et de l'agglomération concernée

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ 36 647 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ 16 265 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ 29 382 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ 863 964 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ 653 142 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ 286 609 \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ 1 440 030 \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ 863 964 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ 3 017 861 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ 3 017 861 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

14. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

91

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-12

Nom du signataire : Mylène Perrier

Fonction du signataire : Directrice Générale

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-06-07 11:17